



GREVE DU JEUDI 5 DECEMBRE 2019

Depuis des mois nous luttons contre la mise à mort des Finances Publiques. Si quelques rares reculs ont été actés, le gouvernement n'a pas renoncé sur le fond aux suppressions d'emplois et aux restructurations de 2020 à 2022.

En juillet, le parlement adoptait la réforme dite de « transformation de la Fonction publique ». Celle-ci va permettre de mettre en place de véritables plans sociaux et, à court terme, de supprimer nos droits avec notamment la disparition programmée des CAP au 1^{er} janvier 2020.

C'est maintenant au tour des retraites. Pour les sauver (disent-ils ...) il faudrait accepter un nouveau système qui conduirait à gagner moins tout en travaillant encore plus longtemps !

Le projet de retraites par points du gouvernement Macron s'attaque en effet aux retraites de l'ensemble des salariés : tous les régimes sont concernés même si l'on veut nous faire croire que seuls les régimes spéciaux sont ciblés !

Ce projet appliqué à la fonction publique viserait à **ne plus calculer la pension sur la base du dernier traitement indiciaire détenu durant les six derniers mois d'activité, mais sur l'ensemble de la carrière.** Au-delà de constituer une **attaque contre le statut général et de menacer le code des pensions civiles et militaires, le projet d'un régime unique par points ne permettrait pas de garantir le montant de la pension** comme le Statut le prévoit.

En imposant une « règle d'or » qui limite la part des pensions à 14 % du PIB combinée à la forte progression à venir du nombre de retraités, chacun comprendra facilement que **le nouveau système n'a qu'un seul objectif : la baisse du niveau des pensions et le recours à terme à la capitalisation.**

Les différentes simulations réalisées sur la base du rapport Delevoye prévoient en effet des baisses de 200, 400, 600 € par mois selon les situations ! C'est inacceptable !

ILS VEULENT TOUT NOUS PRENDRE !

Du Président de la République aux directeurs locaux c'est le même mépris. Aucun dialogue, aucune écoute.

Aujourd'hui, de nombreuses professions et secteurs ont décidé de s'engager dans la grève à compter du 5 décembre.

C'est le moment d'unir nos forces pour faire reculer le gouvernement.

Tous ensemble, agents de la DGFIP, salariés du privé, du public, jeunes, précaires, privés d'emplois, retraités, finissons-en avec une politique qui laisse croire qu'il n'y a pas d'autres alternatives que la REGRESSION GENERALISEE.

Mobilisons-nous dans tous les services et soyons acteurs de notre avenir !

LE 5 DECEMBRE : TOUTES et TOUS en GREVE et MOBILISES pour DIRE STOP aux projets funestes du Gouvernement !

MANIFESTATION à TOULOUSE à 14H Place St Cyprien
et dans tous les départements d'Occitanie (voir lieu de RV localement)

LE 5 DÉCEMBRE, TOUTES ET TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DU PROJET DE REFORME DE RETRAITES PAR POINTS

Refuser le projet de régime universel de retraite par points de Delevoye et Macron :

- > C'est refuser de travailler plus longtemps
- > C'est refuser la baisse des retraites et des pensions

Notre système de retraite actuel est un des meilleurs systèmes de retraite au monde, basé sur le principe de solidarité qui fonde notre système de protection sociale.

Avec le nouveau système, ce serait une gestion individualisée des retraites qui se mettrait en place. Nous devrions travailler plus longtemps, avec une pension aléatoire en fonction d'une valeur du point fluctuante.

Le nouveau système ne peut que faire baisser le niveau des pensions : le régime par points intègre toute la carrière dans le calcul de la pension, y compris les plus mauvaises années alors qu'elles en sont éliminées actuellement.



Le système par points « contraindrait, de fait au prolongement de l'activité » : l'âge légal de départ resterait fixé à 62 ans, mais il instaurerait un âge dit d'équilibre à 64 ans, avant lequel les pensions subiraient un abattement. A l'inverse, il serait prévu une surcote pour un départ après 64 ans. Liberté de choix ? Non, c'est un leurre !

Rappelons qu'actuellement, seulement la moitié des salarié·es du privé sont encore en emploi au moment de liquider leur retraite.



Le plafonnement des dépenses programme l'appauvrissement des retraité·es : il a été décidé de figer les dépenses de retraite à leur valeur actuelle, soit 13,8 % du PIB. On ne peut dès lors qu'anticiper une nouvelle baisse des pensions. Car limiter la part des dépenses de retraites dans la richesse produite alors que la proportion de retraité·es dans la population va augmenter revient à programmer la baisse des pensions. En effet, un nombre croissant de retraité·es devra se partager une part fixe de la richesse produite.

Avec ce nouveau projet, nous serons toutes et tous perdant·es.

La retraite, ça nous concerne tous, c'est maintenant qu'il faut agir ! C'est maintenant qu'il faut réaliser le rapport de force pour faire reculer le gouvernement et le patronat ! Notre retraite est en danger !

Toutes et tous, ensemble, exigeons le retrait du projet de réforme des retraites.

